

Réunion écoles publiques du 10 et 13 décembre 2003

Le constat n'a pas fait l'objet d'une discussion indépendante mais se retrouve dans chacun des sujets prospectifs abordés.

Question n°2 : « Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ? »

L'accent est tout de suite mis sur la fermeture des classes et les disparités au niveau local que les personnes jugent arbitraire et inquiétante notamment pour l'accueil des enfants de 2 ans. A cela s'ajoute des problèmes de remplacement et un nombre de plus en plus important de demi-postes dans les écoles maternelles ou à 2 classes.

Il est demandé par les participants que l'institution assume une bonne fois pour toutes la question de l'accueil des enfants de 2 ans pour pouvoir les scolariser dans de meilleures conditions. Les participants soulignent l'importance de scolariser les enfants de 2 ans pour les familles peu favorisées socialement et culturellement.

Les solutions évoquées sont dans un premier temps de donner les mêmes moyens matériels (appareils de motricité, informatique), humains (nombre d'élèves par classe réduit) à toutes les écoles afin d'éviter toutes les disparités. Il existe aussi des disparités entre le secteur public et le secteur privé où se créent des sortes de crèches accueillant dès 18 mois moyennant finances. Le manque de structures gratuites (comme l'école) hors de l'école est flagrant, il faudrait peut-être augmenter le recrutement des enseignants et leur donner une formation spécifique. Les enseignants soulignent que depuis plus de 20 ans, ils demandent que l'on fixe l'effectif maximum à 15 enfants pour les petites sections.

Un parent d'élève intervient contre la scolarisation des 2 ans en soulignant que l'on voit de moins en moins ses enfants et que l'on devrait pouvoir avoir d'autres choix et d'autres ouvertures sur le monde.

Il apparaît autrement que les missions de l'école doivent être revues selon les niveaux. Les participants soulignent que les missions du 1^{er} degré sont différentes de celles du 2nd degré. Celles du 1^{er} degré devraient être recentrées sur la maîtrise des savoirs fondamentaux et le 2nd degré devrait permettre aux enfants de s'ouvrir sur le monde dans les autres disciplines. A force de multiplier les enseignements très tôt, de les diversifier, on en arrive à des situations où les enfants entrent au collège sans posséder l'essentiel : lire, écrire, compter. Dans un régime d'acquisitions, on a privé les enfants du bonheur de savoir. Des parents d'élèves souhaitent aussi que soient réaffirmées certaines valeurs comme le respect, le goût de l'effort... Cependant, outre la nécessité de se recentrer sur la maîtrise des fondamentaux, ils demandent aussi que soient enseignées les langues étrangères, l'apprentissage de l'autonomie, la citoyenneté.

De plus, il existe une forte demande sur la nécessité de réaffirmer l'école en tant qu'institution, de la rendre plus lisible pour les parents, d'uniformiser ses règles. Ex : dans le département du Finistère, il existe déjà une différence dans les rythmes scolaires : 4 jours et 4 jours et 1/2 (pour une question d'argent). Il faut rendre la structure plus cohérente, la définir clairement même si on peut penser qu'il existera toujours localement des aménagements.

Les participants insistent sur le fait que quelque soit les questions évoquées, il existe toujours un double discours entre ce qui est mieux pour l'enfant et l'application sur le terrain (scolarisation des 2 ans, rythme 7 semaines travaillées 2 de congés pas appliqué...)

La loi de 1989 n'a jamais été appliquée entièrement et aujourd'hui quand on se penche sur les différentes questions, on s'aperçoit qu'on parle peu des enfants. Ces derniers ont changé et ont besoin aujourd'hui de donner du sens à ce qu'ils font. Les programmes ont réduit le nombre d'heures consacrées à l'apprentissage des fondamentaux. On multiplie les demandes de compétences que les enfants doivent acquérir en donnant de moins en moins de moyens. L'avis est quasi-unanime sur le fait que l'intérêt économique prévaut à tous les niveaux (rythmes scolaires, moyens). Où se situe l'intérêt de l'enfant, on en parle peu. On entend de grands discours mais il n'y a pas de réelle volonté

politique de se pencher sur les enfants en difficulté. Les enseignants constatent qu'ils ne peuvent pas les aider comme ils le devraient compte tenu du manque de moyens.

La réponse à ce constat est ici de ré-institutionnaliser l'école, de redéfinir des priorités pour chaque étape de la scolarité obligatoire, pour chaque niveau et se recentrer sur la maîtrise des fondamentaux dans le 1^{er} degré tout en ouvrant l'enfant sur le monde extérieur (langues, citoyenneté...). Sur la question d'instruire, éduquer, former les débats reste partagé.

Une personne souligne que les missions de l'école se retrouvent dans les programmes qui sont appliqués généralement bien.

Question n°12 : « Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des enfants ? »

Un participant constate que le libellé de la question occulte la question : Pourquoi l'école ne peut plus remplir ses missions ?

Plusieurs personnes soulignent que l'ouverture culturelle est une excellente chose en soi mais qu'à force d'ouvrir l'école sur le monde extérieur, on a laissé entrer le monde extérieur dans l'école. Ils pensent que chaque partenaire doit tenir sa place. Les enseignants font de plus en plus face à des difficultés de relationnel avec les parents qui ne respectent plus l'école et les enseignants. Face à une société de plus en plus consummatrice, l'école doit faire face à une demande grandissante des parents qui souhaitent à la fois que leurs enfants apprennent les fondamentaux mais soient aussi éduqués... Les difficultés des enfants ne sont pas uniquement dues à l'école : les enseignants voient de plus en plus des enfants fatigués par des veillées nocturnes, mal nourris, qui calquent leurs attitudes sur ce qu'ils voient à l'extérieur (problèmes du respect ...)

Les enseignants se sentent souvent impuissants face aux réactions des parents. Ils constatent une crise d'autorité au sein de la société civile mais aussi au sein de l'institution.

Il paraît nécessaire de redéfinir le rôle de chacun et que chacun tienne sa place. Réhabiliter les enseignants et leur travail, c'est-à-dire transmettre les savoirs fondamentaux. L'école doit conserver son indépendance. Les parents n'ont pas leur place au sein de l'école, mais doivent, eux, rendre vivants à l'extérieur les fondamentaux acquis par leurs enfants et respecter et faire respecter l'école.

Un participant souligne qu'aujourd'hui environ 30% des enfants naissent dans des familles monoparentales. Il existe de plus en plus de familles en difficulté et les enseignants se demandent comment ils doivent réagir face à ces phénomènes. Ils sont des professionnels et regrettent qu'ils existent peu de structures permettant aux parents d'en apprendre plus sur leur métier de parent. Localement, il existe des réunions où les parents peuvent avec des enseignants et des psychologues discuter sur la parentalité mais on s'aperçoit que les parents présents et demandeurs ne sont pas ceux qui auraient besoin d'outils pour comprendre l'enfant, l'école.

Certains demandent s'il ne faudrait pas utiliser les médias pour diffuser des messages simples, offrir des repères aux parents (coucher tôt les enfants, les faire petit-déjeuner...). Quelqu'un constate quand même qu'il existe des associations qui à l'extérieur peuvent dispenser des valeurs (associations sportives, sur la parentalité...). Cependant, beaucoup constatent et encore lors de nos réunions le peu de présence des parents.

Deux parents d'élèves posent la question suivante : pourquoi voit-on en collège des enseignants qui arrivent à intéresser leur classe et à la discipliner alors que d'autres avec les mêmes enfants ne s'en sortent pas ?

Les participants constatent que quelque soit le problème évoqué, il existe de fortes disparités entre les écoles ou entre les communes. On a toujours le même problème d'effectifs, de moyens humains, matériels etc... Selon les régions, les endroits les plus difficiles. Toutes ses inégalités vont se creuser avec la décentralisation.

Question n°22 : « Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ? »

Problème de la formation continue : pas assez, stages supprimés, manque de remplaçants, inadéquation entre demande de formation et stages offerts.

Ex : comment peut-on faire passer un b2i sans avoir été formé en informatique.

Manque de moyens : disparités dans le matériel, dans la formation, nombre d'enseignants

Même problèmes pour l'enseignement des langues.

Là aussi problème de choix, pourquoi que l'anglais ? On parle de diversité, d'Europe mais on va vers une monoculture : pas assez d'enseignants pour les langues régionales

On hiérarchise les langues

Localement, manque d'enseignants en breton dans la filière bilingue publique.

Pas de formation hors AIS pour accueillir des enfants handicapés pour mieux les intégrer dans les filières normales.

Problème de féminisation du métier : manque de référent masculin

Problème de l'avancement dans la carrière, de promotion par rapport au nombre d'années : définir d'autres critères que les inspections (pourquoi pas la réussite aux évaluations cm2-6^{ème} par exemple).

Eviter que les jeunes sans expérience se retrouvent dans des postes à responsabilité ou difficile sans formation ni bonification de salaire. Définir un vrai statut de directeur avec une véritable décharge.

Avant, les postes à responsabilité valaient promotion et les remplacements étaient effectués par de jeunes enseignants. Aujourd'hui, c'est le contraire. De plus, les bonifications sont parfois données selon les classements en ZEP mais par endroits les classements n'ont pas évolué depuis 20 ans et certains endroits sont devenus difficiles mais ne sont toujours pas classés en ZEP.

Pas de possibilité de changement d'orientation : validation des acquis de l'expérience par ex.

Même si le métier est satisfaisant comment enseigner un modèle de « réussite » quand un enseignant n'est plus satisfait par son métier.

Quelqu'un souligne que les difficultés rencontrées par les enseignants sont les mêmes qu'auparavant. Les jeunes ont des postes difficiles mais le problème reste le même : le manque de moyens pour se former véritablement au métier. Les parents attendent beaucoup de l'école mais ils sont en droit d'attendre que chaque enseignant soit formé pour le métier qu'il exerce. Le problème est que la loi doit être appliquée.

Peut-être faut-il une formation en tutorat comme ce qui se pratique en collège avec une classe à gérer pendant une année.

Les parents pensent que les enseignants devraient plus être formés en psychologie, pédagogie et moins en savoir académique.

Remarques complémentaires sur le débat

La plupart des participants pensent que ce débat est faussé. Que la loi d'orientation est déjà prête, qu'il s'agit d'un pseudo-exercice de démocratie directe. Nombre de discussions dans les 20 années précédentes n'ont rien donné, la preuve, la loi de 1989 n'a jamais été totalement appliquée. Les enseignants se sentent manipulés et demandent comment on peut donner un vrai sens à l'école dans l'état actuel des choses (hétérogénéité, enfants en difficulté dans des classes à 25,30, disparités entre les communes ou selon les volontés politiques, marchandisation de l'école...). A signaler, plusieurs parents ont répondu par écrit aux questions posées et ont joué le jeu. Leurs réponses ont été intégrées dans cette synthèse.

Beaucoup sont désappointés et rejettent la façon dont ce débat est né (peu de temps pour y réfléchir, choix des questions...)

Cependant, les échanges et points de vue ont été fructueux et respectés.

Certains ont souligné qu'il faut se méfier des représentations de chacun vis-à-vis de l'autre (parents, enseignants). D'autres ont signalé que malgré un métier difficile exercé dans des conditions pas toujours bonnes, c'était un beau métier comme celui de parents et que comme partout, il existe des bons et des mauvais.

Le pessimisme prévaut face à une baisse de budget prévisible.

Trois priorités pour l'école

1 – Donner les moyens humains et matériels, mieux les affecter entre les niveaux, les territoires, pour mieux encadrer les enfants surtout ceux en difficulté (baisse des effectifs par classe et fixer un seuil identique pour tous en cas de fermeture ou d'ouverture de classes).

2 – Améliorer la formation initiale et continue (théorique et pratique) des enseignants sur les actes professionnels (TICE, projets d'école, langues...) compte tenu des nouveaux savoirs en sciences de l'éducation. Prendre en compte une possible évaluation des acquis.

3 – Réaffirmer l'école en tant qu'institution ainsi que les valeurs qu'elle doit intégrer et dispenser.